

H-France Salon

Volume 15, Issue 10, #3

## **La périodisation en histoire : une problématique modernité**

**Eloïse Adde**

**Central European University, Vienna**

Je voudrais saisir l'opportunité de la rédaction de cette réflexion sur la périodisation pour penser de manière plus profonde la question de la modernité dans son opposition à l'époque médiévale, période qui a de plus en plus de mal à justifier sa place dans les cursus universitaires dans une société dominée par la course à l'utilité. Trop éloignée de nos enjeux actuels, l'histoire médiévale est systématiquement invalidée, présentée comme inutile tant dans la sphère publique que dans le monde scientifique. Au mieux, elle fait figure d'un effort à conserver les connaissances que nous avons du passé.

Dans cet essai, je voudrais déconstruire les enjeux de la périodisation pour démontrer l'utilité de la période médiévale, seule capable d'explicitier les transformations qui définissent la modernité comme une période à part, consciente d'elle-même et incarnant le progrès. Mon ambition est donc de proposer une réflexion épistémologique sur la césure fondamentale et la périodisation, mais aussi de penser la situation matérielle au sein de l'université et de la société aujourd'hui.

### **Moyen Âge et modernité, une césure idéologique**

La périodisation est l'un des grands enjeux de la discipline historique, la césure fondamentale étant celle de la modernité synthétisée par le couple antithétique prémoderne-moderne. Dans la mouvance des figures de la Renaissance, à l'instar de Flavio Biondo de Forlì (1388–1463) auquel on attribue l'invention du terme de Moyen Âge, puis des théoriciens de la modernité comme Max Weber ou Norbert Elias, s'est imposée l'idée que les sociétés occidentales, originellement fondées sur la tradition et la religion, seraient progressivement entrées dans la modernité à la faveur de considérables changements économiques, sociaux et politiques. Les trois processus de rationalisation, de civilisation et de développement d'une discipline sociale seraient ainsi intrinsèquement liés à l'avènement des sociétés modernes. Traditionnelles, les sociétés « prémodernes », leur archétype étant le Moyen Âge, seraient caractérisées par des comportements ritualisés, figés, fixés, interdisant à leurs acteurs toute prise de distance et action plus volontaire, en somme, toute agentivité. Cette distinction entre une action prédéterminée située dans les sociétés traditionnelles et une action rationnelle propre aux sociétés modernes fut encore amplifiée par Jürgen Habermas qui associe l'espace public, indispensable au développement de la sphère politique, au réseau des cafés, salons et autres lieux de sociabilité qui se constitua dans la France et l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup>, pour se généraliser à l'ensemble du continent au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Or, d'après Habermas, les hommes du Moyen Âge auraient été dans l'incapacité de produire un tel ordre de discussion, les liens prédominants alors étant des liens essentiellement d'homme à homme, relevant exclusivement de la sphère privée.

En réalité, les penseurs qui ont contribué à enraciner l'idée de césure et d'antagonisme entre la modernité et ce qui la précède étaient souvent de piètres connaisseurs des périodes qu'ils

répudiaient. Norbert Elias n'hésitait pas, ainsi, à livrer une image haute en couleurs, et complètement erronée, d'un Moyen Âge puéril, peuplé d'individus incapables de se contenir, exhibitionnistes et colériques, allant jusqu'à déféquer en public. Bien qu'ils méconnaissent le Moyen Âge, les modernistes tendent néanmoins à exclure la période médiévale pour la compréhension des grands phénomènes associés à la modernité. Face à eux, les médiévistes tendent à leur donner raison et refusent d'analyser les racines et premiers développements des phénomènes soi-disant liés à la modernité, privant le public d'éclaircissements importants à leur sujet.

D'ailleurs, si les modernistes sont si enclins à produire des représentations caricaturales du Moyen Âge, ce n'est pas tant pour le comprendre, que pour attester la thèse de la modernité, de manière pas forcément consciente. Comme le notent avec justesse Len Scales et Oliver Zimmer dans leur collectif sur les liens entre nation et pouvoir<sup>1</sup>, de telles antithèses sont fonctionnelles et participent d'un projet plus vaste visant à justifier et à idéaliser notre société face à l'image inversée que constitue le Moyen Âge dans ce type de discours. En étant le contraire, le Moyen Âge définit la modernité. En apparaissant sous les traits sanguinaire, impulsif et arriéré, il flatte la modernité et le progrès de civilisation des mœurs qu'elle incarne. L'image négative du Moyen Âge a donc une fonction très claire qui s'insère dans ce que Marcel Gauchet appelait l'« idéologie de la modernité ». Gauchet désigne par cette expression l'ensemble des motifs qui construisent téléologiquement la trajectoire occidentale, la définissant par opposition aux autres modèles sociétaux, à la fois comme singulière, comme cohérente dans son développement pluriséculaire et surtout comme globalement positive dans ses apports essentiels.

Pourtant d'importantes mutations traversent le Moyen Âge qui est tout sauf une période monolithique et homogène. Pour développer la question du pouvoir et de la sphère publique, le Moyen Âge est loin de la domination de la terreur exercée par un souverain tyrannique. Plus largement, nombreux sont les témoignages et sources indiquant que la capacité à incarner les intérêts de tous (et à y répondre) était devenue essentielle dans les luttes de pouvoir, des luttes qui engageaient de plus en plus l'ensemble des sujets, dont l'appréciation était toujours plus déterminante du fait de la généralisation de l'exigence de représentativité.

A partir du XII<sup>e</sup> siècle, s'était généralisées la conception et la pratique contractualistes du pouvoir. La puissance grandissante des souverains n'avait pas pu se réaliser sans la mise en place de forts liens de dépendance avec les groupes dominants, la noblesse et/ou les villes, pourvoyeurs en hommes de confiance et en numéraire. Elle n'avait pas pu non plus se passer de l'indispensable reconnaissance par les sujets. Ne pouvant plus vivre du sien, le souverain était de plus en plus tributaire du consentement des assemblées représentatives, devenues de véritables institutions pérennes dans certaines régions, pour la levée de l'impôt. Plus profondément, en introduisant une césure et une hiérarchie entre les clercs et les laïcs, la réforme grégorienne avait fait implorer le peuple chrétien au XI<sup>e</sup> siècle et mis au jour une conception individuelle du salut qui requerrait un engagement personnel de l'individu dans la construction de celui-ci. Du fait de ces transformations, l'individu était sollicité de toutes parts, et la capacité à satisfaire les nouveaux besoins qui en résultaient, mais aussi à les instrumentaliser, était devenue un nouvel enjeu politique.

De tout cela, il ressort donc que la société médiévale était bien plus dynamique que les clichés qui l'accablent, largement véhiculés par l'idéologie moderniste, ne voudraient le faire penser.

---

<sup>1</sup> Len Scales et Oliver Zimmer, eds., *Power and the Nation in European History* (Cambridge: Cambridge University Press, 2005), 4.

Pourtant, la tendance domine à évaluer le Moyen Âge, dans une perspective téléologique et rétrospective, à l'aune de critères qui se sont figées ou stabilisées à l'époque moderne. Le Moyen Âge est ainsi cette période incomplète, marquée par le manque, parce qu'elle ne connaît pas les repères pleins et complets qui définissent un certain stade à l'époque moderne. Cette fixation et cette stabilité sont pourtant davantage le produit d'une illusion d'optique, la contemporanéité de celui (l'historien) qui les observe ayant valeur de stade ultime et procurant le sentiment d'accomplissement et donc d'aboutissement de suspension d'une transformation pourtant toujours à l'œuvre – alors que tout est en mouvement et soumis au changement.

Deux objections majeures doivent néanmoins être formulées contre cela. Premièrement, nombreux des phénomènes attachés à la modernité ont leurs racines dans l'époque médiévale. Nombreux des phénomènes si étroitement associés à la modernité comme l'État (moderne), la nation, le triomphe de l'individu, et même la lecture silencieuse<sup>2</sup>, sont en réalité attestés à l'époque médiévale, invalidant l'idée d'une franche opposition de deux mondes qui ne se comprendraient pas. Deuxièmement, ces phénomènes savamment sélectionnés participent de la construction de la modernité et plus précisément de la consolidation du modèle dominant, leur progression produisant l'impression de la réalisation du progrès, d'une part, et le caractère inéluctable de cette réalisation, de l'autre.

Prenons l'exemple de l'État (moderne). L'idée que l'État moderne est une invention de la modernité domine les études historiques. Et si les médiévistes essaient de prouver l'existence de l'État moderne à l'époque médiévale, c'est une manière de démontrer la modernité du Moyen Âge – ou du moins de montrer qu'il n'était pas arriéré. Dès lors l'idée que l'État fort est quelque chose de positif domine les études historiques – alors que la faiblesse étatique est vue comme un problème. Inconsciemment, le schéma libéral de l'histoire de l'État domine l'interprétation historique en générale. Et la pertinence de ce schéma n'est pas interrogée. Pourtant la richesse du Moyen Âge est de présenter des situations de résistance consciente à cette évolution – et donc de remettre en cause le paradigme inéluctable et aliénant de l'avancée inéluctable de l'État. Et l'on peut transposer ces réflexions sur des notions comme la croissance, le capitalisme ou la nation (sur laquelle je prépare une monographie). Le Moyen Âge est une période d'expérimentation, d'engagement dans ce qui est devenu la modernité à une époque où des alternatives étaient possibles. Et il est donc de la responsabilité du médiéviste d'éclairer ces choix et de repérer les alternatives qui s'offraient alors. En cela, l'utilité du Moyen Âge n'est donc pas seulement scientifique. Elle est aussi hautement politique. L'étude du Moyen Âge est un rappel de l'historicité et du caractère politique et idéologique de ces choix (et du caractère idéologique de leur mise en récit), contre la vulgate qui les présente comme naturels et inéluctables. Et cette utilité est la plus pertinente des démonstrations du caractère problématique de notre périodisation.

### **Périodisation et économie**

Problème hautement méthodologique, la périodisation est bien souvent, plus prosaïquement un enjeu économique, la volonté de fermer des postes et de simplifier les cursus se cachant souvent derrière les restructurations visant à rassembler dans des organes communs de gestion histoires médiévale et moderne. Pourtant, le caractère partial voire idéologique de la périodisation mérite d'être posé. Dans son œuvre posthume intitulée *Faut-il vraiment découper l'histoire en tranches ?* (Paris : Seuil, 2014), Jacques Le Goff posait la question de

---

<sup>2</sup> L'idée que les hommes et femmes du Moyen Âge ne savaient pas lire dans leur tête est aujourd'hui sérieusement remise en question. Voir Hélène Haug, « Le passage de la lecture oralisée à la lecture silencieuse: un mythe ?, » *Le Moyen Français* 65 (2009) : 1-22.

la pertinence des différentes périodes et les diverses manières de concevoir les continuités, les ruptures, les manières de repenser la mémoire de l'histoire. En médiéviste, il revenait en particulier sur la prétendue nouveauté de la Renaissance, déjà mise en question par l'exhumation d'une Renaissance plus ancienne, au XII<sup>e</sup> siècle, par les travaux de Charles H. Haskins ou encore Jacques Verger. D'une certaine manière cependant, on pourrait dire que Le Goff ne fait que déplacer le problème, situant plus tôt que traditionnellement l'appel de la nouveauté. Or le véritable enjeu n'est pas, à mon sens, de déterminer (et placer plus tôt) le moment de l'éclatement de la modernité, mais plutôt sa mise en cause tout court.

Néanmoins, la profession des historiens, médiévistes en particulier, est confrontée à de véritables problèmes. Dans la course à l'utilité, les sciences humaines sont l'objet d'une profonde remise en question. En leur sein, l'histoire médiévale est sans doute l'une des disciplines qui a le plus de mal à justifier son existence. En France, chaque année, la période est celle qui recrute le moins avec l'époque ancienne, l'époque contemporaine profitant de l'idée qu'elle est plus apte à analyser la période que nous vivons. C'est oublier qu'en termes d'innovation historique, l'histoire médiévale et la première modernité sont les terrains qui ont le plus fait avancer en matière de réflexion sur le passé. Il suffit de penser à l'École des Annales incarnée par Lucien Fèbvre et Marc Bloch, l'égohistoire lancée par Carlo Ginzburg et plus récemment l'utilisation de l'anthropologie anarchiste en histoire. Par son étrangeté, la période médiévale impose une réelle distanciation par rapport à l'objet d'étude, situation qui s'avère plus propice à la réflexion épistémologique et méthodologique.

Plus concrètement, dans les universités, l'enjeu est celui de la survie de l'histoire médiévale. Et cette pression va généralement dans le sens de l'affirmation de la pertinence des tranches, de la périodisation, dernier argument pour pérenniser l'enseignement du Moyen Âge. En Europe, toute université qui se respecte propose des enseignements organisés en fonction des quatre grandes périodes : histoire ancienne, médiévale, moderne et contemporaine. En France, l'organisation de la licence (en trois ans) permet de se spécialiser progressivement en choisissant certaines unités d'enseignement (UE) en priorité appelée majeures (histoire ancienne, histoire contemporaine...) complétées par des options (histoire des religions, économique et sociale...). Les universités proposent souvent des parcours axés sur des disciplines spécifiques à visées professionnelles : géographie, archéologie, archives, documentation, muséographie... Dans le système français, ce sont les concours des métiers de l'enseignement qui sont la grande justification de la conservation de toutes les périodes historiques et du maintien de la périodisation. Cela est problématique : beaucoup d'enseignants seraient pour une refonte des concours du CAPES et de l'agrégation qui ne correspondent pas forcément aux métiers auxquels ils sont supposés former. Mais personne n'ose vraiment toucher à ce qui est vu comme l'un des derniers remparts contre l'explosion d'une discipline. Dès lors l'enseignement de l'histoire, malgré les tentatives d'individus engagés et extrêmement compétents, reste assez traditionnel dans son organisation. Les centres d'études médiévales, au profil pluridisciplinaire, comme celui de Poitiers (Centre d'études supérieures de civilisation médiévale, CESM) sont donc rares, malgré la pertinence de leur existence. Notons la mise en place d'un master d'études médiévales à l'université de Lille depuis la rentrée 2022.

Une autre manière de poser et relever des défis scientifiques a été de développer des centres dépassant la césure de la modernité. En Belgique, du fait de la spécificité historique et de l'enjambement de la fin du Moyen Âge et des premiers temps de l'époque moderne, des centres proposent de conjuguer les deux périodes comme le Centre d'études sur le Moyen Âge et la Renaissance (CEMR) ou l'unité de recherches Transitions de l'université de Liège.

Motivées par de bonnes intentions et justifiées scientifiquement, ces entreprises ont aussi été l'occasion de restructurations économiques. En recrutant médiévistes comme modernistes, ce type d'organisation justifiait le recrutement de moins de spécialistes des deux matières, soulevant donc la question de la possible rencontre de l'innovation scientifique et de la conservation disciplinaire, dans un monde où tout est prétexte aux coupes budgétaires.

Malgré ma conviction de la pertinence et même de l'utilité de l'étude du Moyen Âge, force est de constater le recul du succès de cette période qui présente aussi la difficulté d'être peu accessibles par ses sources, pas intégralement éditées et écrites dans des langues anciennes difficiles à apprendre. La période médiévale peut sembler ingrate à l'étude, et ces difficultés sont pourtant une véritable richesse à partir du moment où elles sont dépassées. Conservations de la vieille périodisation ? Développement de centres ou de programmes pluridisciplinaires dédiés aux études médiévales ? Je crois que la présence de bonnes volontés capables de travailler ensemble est la condition de la survie de la période médiévale à l'université, une période qui doit garder sa spécificité de par la mise en perspective salutaire de la modernité qu'elle permet. Espérons qu'elle a encore de longs jours devant elle !

**About the author:**

Éloïse Adde is assistant professor at the Central European University in Vienna. She earned her PhD at Paris 1 Panthéon Sorbonne (2011) with a thesis on "*Dalimil's Chronicle*" and the *Beginnings of Czech National Historiography in the Vernacular Language*. After working with the CEFRES (Prague), the Goethe University (Frankfurt) and the Humboldt University (Berlin), she led a research project on *The Europe of the Luxembourg Dynasty. Governance, Delegation and Participation between Region and Empire – 1308-1437* (2015-2018, FNR/University of Luxembourg). Her on-going research, which she started in the frame of her Marie Skłodowska-Curie fellowship (Saint-Louis University, Brussels; call 2019), focuses on the emergence of the nation in Europe by comparing urbanized Brabant and feudal Bohemia (1300-1450).

*H-France Salon*

ISSN 2150-4873

Copyright © 2023 by the H-France, all rights reserved.